



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Unité Départementale de
l'Artois
12, Avenue de Paris
Entrée Asturies
62400 BETHUNE

Béthune, le 07 août 2023

Affaire suivie par : Fabien BAUDUIN
Tél. : 03.21.63.69.16
Fax : 03.21.01.57.26
Courriel : ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : FB/SV EQUIPE B1 136-2023

OBJET : Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agro-alimentaires et à un dossier de porter à connaissance.
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS à SAINT-POL-SUR-TERNOISE

N°AIOT : 0007001103

REFERENCES :

- Dossier de réexamen transmis au préfet par courrier de l'exploitant en date du 02/03/2023 [1]

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Sommaire du rapport :

<ol style="list-style-type: none">1. Activités et situation administrative de l'établissement2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables3. Instruction du dossier de réexamen4. Instruction du rapport de base5. Conclusions et propositions de l'inspection	<p>Annexes</p> <ol style="list-style-type: none">1. Projet de courrier à l'exploitant2. Projet d'arrêté préfectoral
---	--

1. ACTIVITÉS ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

La station d'épuration de la zone industrielle de Saint-Pol-sur-Ternoise a été mise en service en 1973. Elle traite les effluents aqueux des sites agro-alimentaires BIGARD, TRACOVAL, HERTA et INGREDIA. Sa capacité théorique actuelle est de 92 500 Équivalents-Habitants.

Les eaux traitées sont rejetées dans la Ternoise, en amont de la commune.

Les objectifs de bon état écologique du SDAGE assignés à la Ternoise, l'augmentation du volume des eaux à épurer et les perspectives d'évolution des entreprises raccordées ont conduit à actualiser les prescriptions applicables à la station, par voie d'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2016, et à établir un programme de mise à niveau de l'installation. Ces travaux ont débuté en avril 2021 et sont en voie d'achèvement.

L'installation relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3710, 2750 et 2780.2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour un volume d'effluents entrants autorisé de 5615 m³/j.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

2. CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'EXAMEN « IED » ET DE LA RÉVISION DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

2.1. Dossier de réexamen

En application de l'article R.515-71-I du Code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaires (BREF FDM – Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 4 décembre 2020 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier visé en référence [1], le délai correspondant étant lié à l'attente de la réhabilitation de la station afin de disposer d'éléments actualisés.

2.2. Révision des prescriptions et délai d'application

L'article R.515-70-I du Code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3710 comme la station d'épuration de la Z.I de la commune de SAINT-POL-SUR-TERNOISE, l'exploitation en conformité avec les MTD pour l'activité agro-alimentaire doit donc être effective pour le 4 décembre 2023.

L'exploitant identifie les BREF ICS (systèmes de refroidissement industriels) et ENE (efficacité énergétique) comme BREF transverses. Il ne fait pas mention du BREF EFS (émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac), cependant les stockages de produits dangereux sur site ne sont pas soumis - a minima - à déclaration.

L'exploitant précise :

- que les MTD associées au BREF ENE sont traitées aux MTD 6 et 10 du BREF FDM ;
- que les MTD associées au BREF ICS sont traitées aux MTD 6 et 9 du BREF FDM.

À ce jour, les conclusions sur les MTD des BREF transversaux EFS, ENE et ICS ne sont pas encore parues. Elles seront prises en compte lors du prochain réexamen.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée : 3642, 3643 ou 3710.

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de proposer à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. En effet, l'arrêté ministériel susvisé est applicable dans un délai de 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 pour les installations existantes et acte l'application des MTD pour le secteur de l'agroalimentaire.

3. INSTRUCTION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Conformément à l'article R. 515-58 du Code de l'environnement, le périmètre IED correspond à l'ensemble des zones géographiques du site accueillant les installations suivantes, ainsi que leur périmètre d'influence en matière de pollution des sols et des eaux souterraines :

- les installations relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE ;
- les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Le dossier de réexamen précise les installations relevant de la rubrique 3710.

Il s'agit de l'ensemble du process d'épuration, constitué notamment des bassins tampons, des bassins d'aération, des clarificateurs.

Sont également inclus dans le périmètre IED les installations connexes :

- stockage d'hypochlorite de soude
- stockage d'Aquarhone 18D
- stockage de polymères
- stockage de boues en attente d'évacuation

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur de l'agroalimentaire qui sont applicables aux installations de l'établissement sont les suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020*	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	7.2	Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres
6	Efficacité Énergétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous

* **AMPG FDM**: arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Il ressort que l'exploitant a réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019. En effet, un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement a été réalisé par l'exploitant.

Au terme de cet examen, **l'exploitant ne formule aucune demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative.**

Le dossier de réexamen met en évidence que certaines des meilleures techniques disponibles pour le secteur de l'agroalimentaire qui lui sont applicables ne sont pas mises en oeuvre ; l'exploitant ne fait cependant pas état d'une impossibilité de mise en conformité complète avant l'échéance réglementaire du 4 décembre 2023. Les MTD concernées sont les suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Descriptif de l'action à réaliser par l'exploitant
4 (article 7.2 de l'arrêté du 22 février 2020)	Valeurs limites d'émission et surveillance des rejets dans l'eau	Mettre en place une surveillance mensuelle du paramètre chlorures (Cl-) sur les rejets aqueux du site.

Dans son avis émis au titre de l'article R.515-70 III du Code de l'Environnement, l'exploitant propose en outre de revoir les prescriptions de son autorisation d'exploiter, afin de fixer la valeur limite d'émission de l'azote global à 20 mg/l.

Dans son avis émis au titre de l'article R.515-70 III du CE, l'exploitant indique la non-nécessité de revoir les prescriptions de son autorisation vis-à-vis de l'impact du fonctionnement de ses installations sur l'environnement, et des enjeux locaux, à l'exception de la limite d'émissions en concentration d'azote global à abaisser à 20 mg/l. L'inspection n'est pas opposée à ce positionnement compte tenu notamment, que cet établissement ne se trouve pas dans les cas suivants :

- Pollution causée par le site, justifiant une révision des prescriptions applicables au site ;
- Caractérisation d'un risque accidentel insuffisamment pris en compte dans les prescriptions applicables au site ;
- Nouvelle NQE ou révision d'une NQE, nécessitant une révision des valeurs limites d'émissions applicables au site

4. INSTRUCTION DU RAPPORT DE BASE

4.1. Rappel du contexte réglementaire

La transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée en 2010 a été finalisée le 2 mai 2013. La directive IED est une refonte de la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite « IPPC », et de six autres directives sectorielles.

Les dispositions en matière de protection des sols et de remise en état sont notamment développées. La directive prévoit, dans certains cas, l'obligation de réaliser un « rapport de base » définissant l'état du sol et des eaux souterraines. Lors de la cessation d'activité, le site doit être remis :

- dans un état tel qu'il ne présente plus de risque pour la santé humaine et pour l'environnement compte tenu de l'utilisation future qui a été définie (ce qui correspond à l'approche française déjà en vigueur),
- ou dans l'état défini dans le rapport de base lorsque cet état est meilleur.

Transcrites en droit français les dispositions précitées sont notamment reprises au 3° du paragraphe I de l'article R.515-59 du Code de l'environnement, lequel définit les deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Ainsi, un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

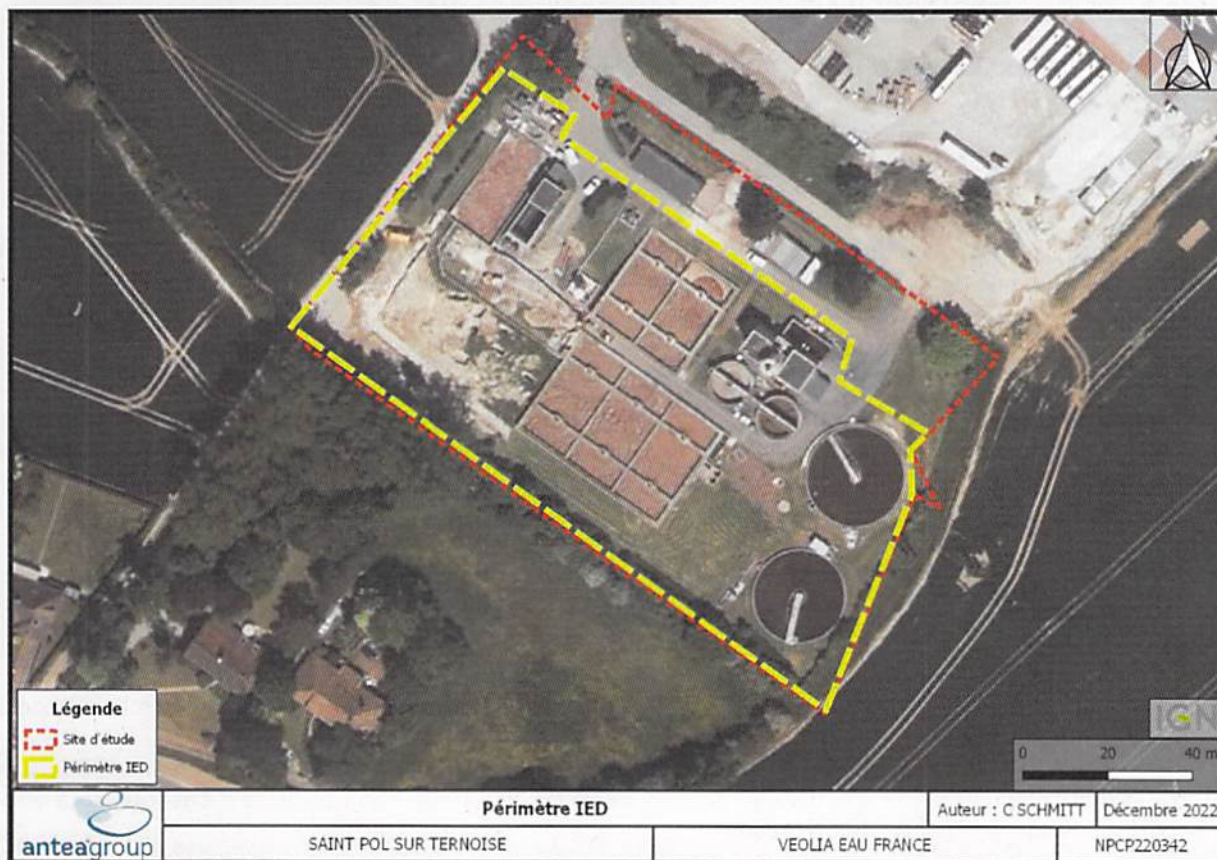
- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes, et
- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

4.2. Contenu du dossier

- Périmètre IED

Le périmètre IED retenu dans le cadre du rapport de base correspond à l'emprise des installations IED rappelée au point 3 du présent rapport, aux zones de parkings et aux espaces verts. En sont exclus l'atelier de maintenance et

le laboratoire. Ce périmètre est repris dans la cartographie suivante, extraite du rapport de base (situation avant travaux).



- Identification des substances et mélanges dangereux pertinents utilisés, produits ou rejetés au sein du périmètre IED

Les substances ou mélanges dangereux visés sont les substances ou mélanges définis à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (dit « règlement CLP »). Il s'agit des substances ou mélanges classés dans au moins une des classes de danger définies à l'annexe I du règlement « CLP » car elles satisfont aux critères relatifs aux dangers physiques, aux dangers pour la santé ou aux dangers pour l'environnement énoncés dans la même annexe.

L'exploitant a réalisé un inventaire des substances dangereuses utilisées dans le cadre de l'activité en précisant pour chacune d'elle :

- le nom commercial
- l'utilisation
- le type (mélange ou substance)
- les mentions de danger correspondantes
- la composition
- les mentions de danger des substances entrant dans la composition des mélanges
- le flux annuel massique maximal
- la localisation des stockages et des lieux d'utilisation associés à chaque substance ou mélange
- le mode de stockage
- la pertinence de la substance au titre du rapport de base et les éléments de justification correspondants

Des mentions de dangers sont affectées à 4 des 5 substances ou mélanges recensés : H290, H314, H318, H335, H400, H411.

L'exploitant ne retient aucun de ceux-ci après examen des conditions de stockage mais aussi de la décomposition de ces produits en substances ubiquitaires dans le milieu naturel (aluminium, chlorures, sodium, sulfates).

L'un des produits recensés, l'hypochlorite de sodium, est notamment classé en H400 et H411 (danger chronique pour le milieu aquatique, catégories 1 et 2). Celui-ci est utilisé si besoin pour la chloration des bactéries filamenteuses, mais l'exploitant mentionne l'absence d'utilisation récente.

En matière de données disponibles, aucun diagnostic des eaux souterraines et des sols au droit du site n'est disponible. L'exploitant présente une synthèse des rapports RSDE de février 2020 à août 2022, précisant que les rejets aqueux respectent les limites imposées par les arrêtés préfectoraux en vigueur.

- Contextes historique et environnemental du site

L'étude historique et documentaire n'identifie aucune ancienne installation potentiellement polluante au droit du site. Les sites CASIAS recensés sont positionnés dans un rayon de 500 mètres autour des installations. Leur localisation en aval hydraulique direct ou latéral amène l'exploitant à considérer qu'ils ne sont pas susceptibles d'impacter la qualité des milieux du site. Il en est de même des ICPE présentes dans le même rayon. La caractérisation des contextes géologique, hydrologique, hydrogéologique et des enjeux à protéger (captages AEP) ne révèle pas de sensibilité importante en cas de contamination en provenance du site.

- Recevabilité du rapport de base

À l'issue de l'étude, l'exploitant considère que les installations et stockages actuellement présents sur le site présentent de faibles risques de pollution des sols et des eaux souterraines. En conclusion, il considère que ses installations ne nécessitent aucune investigation sur ces milieux dans le cadre du rapport de base.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

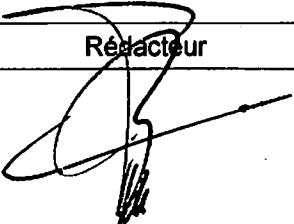

Au regard de l'examen du dossier de réexamen et du dossier de porter à connaissance remis par l'exploitant, nous proposons à Monsieur le préfet du Pas-de-Calais :

- de prendre acte du positionnement des installations vis-à-vis des MTD applicables et de l'absence de calendrier de mise en conformité présenté par l'exploitant.
- de rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité,
- d'informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent.

Un projet de courrier à l'attention de l'exploitant est joint à cet effet en **annexe 1**.

Nous proposons également d'édicter des prescriptions complémentaires au titre des articles R.515-60 et R.181-45 du Code de l'environnement afin d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation n°2016-268 du 7 novembre 2016. Sont notamment pris en compte dans ce cadre, l'adaptation de la valeur limite d'émission en azote et du programme de surveillance des émissions, pour le paramètre chlorures, de même que le dimensionnement des nouveaux ouvrages tels qu'ils se présentent à l'issue des travaux de réhabilitation.

Un projet d'arrêté est figuré en **annexe 2**.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
		
L'inspecteur de l'environnement Fabien BAUDUIN	L'inspecteur de l'environnement Julien DEVROUTE	

ANNEXE 1 :

Projet de courrier à l'exploitant



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Monsieur le Président

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DU TERNOIS**

Parc des Moulins

400 rue de Maisnil

62130 SAINT-POL-SUR-TERNOISE

Objet : Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agroalimentaires.

Réf. : Votre dossier de réexamen transmis par courriel du 2 mars 2023.

PJ : Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité.
Projet d'arrêté préfectoral.

Monsieur le Président,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courriel visé en référence votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019.

Le respect de ces MTD **vous est applicable à compter du 4 décembre 2023**, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, **je prends acte du positionnement de votre site vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables, à savoir les conclusions pour le secteur de l'agroalimentaire précitées, et de l'absence d'impossibilité de mise en conformité dans les délais réglementaires.**

Pour rappel, les délai et prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'exploitation de vos installations à compter du 4 décembre 2023.

Les dispositions génériques de l'annexe à l'arrêté ministériel vous seront directement applicables à partir de cette date, ainsi que, concernant votre secteur d'activité, les dispositions dont les références sont rappelées en annexe 1 de la présente lettre.

Par ailleurs, l'examen de ce dossier et les modifications apportées à la station d'épuration de la Zone Industrielle de Saint-Pol-sur-Ternoise dans le cadre de sa réhabilitation rendent nécessaires l'actualisation des prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter n°2002-290 du 16/09/2002 modifié en dernier lieu par l'arrêté n°2016-268 du 05/08/2016. Un projet d'arrêté préfectoral est donc joint en annexe 2. Conformément aux dispositions applicables en matière de procédure contradictoire, **vous disposez d'un délai de 15 jours pour faire valoir toute observation sur ce projet.**

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent, et à échéance du 4 décembre 2023, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Veuillez noter que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date repère.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le préfet

Annexe 1

Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites au secteur d'activité

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020*	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	7.2	Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres
6	Efficacité énergétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous

* Il conviendra de se reporter directement à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pour prendre connaissance des éventuelles conditions d'application non retranscrites ici.

Annexe 2

Projet d'arrêté préfectoral

ANNEXE 2 :

Projet d'arrêté préfectoral